

Lutte contre le Covid-19 : Asselineau demande l'annulation de la vente d'une partie du Mobilier national, et la baisse d'1/3 des frais de fonctionnement de l'exécutif

COMMUNIQUÉ

03/05/20

LUTTE CONTRE LE COVID-19 :

ASSELINEAU DEMANDE L'ANNULATION DE LA VENTE D'UNE PARTIE DU MOBILIER NATIONAL, ET LA BAISSSE D'1/3 DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'EXÉCUTIF

COMMUNIQUÉ

03/05/20

LUTTE CONTRE LE COVID-19 :

ASSELINEAU DEMANDE L'ANNULATION DE LA VENTE D'UNE PARTIE DU MOBILIER NATIONAL, ET LA BAISSSE D'1/3 DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'EXÉCUTIF

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~
Le Mobilier national, en charge de conserver les objets d'ameublement, d'art et de décoration mis à la disposition de l'État, a [annoncé](#) qu'il allait céder en septembre 2020 une centaine de pièces de l'époque Louis Philippe et du reste du XIXe siècle pour abonder financièrement la fondation « Hôpitaux de Paris – Hôpitaux de France » présidée par Brigitte Macron.

Comme d'habitude lorsque les européistes s'apprêtent à liquider un peu davantage la France, son histoire et son patrimoine, on explique aux Français qu'il ne faut pas s'en faire et que tout cela n'est rien : les pièces cédées n'auraient « ni valeur patrimoniale, ni valeur d'usage » explique le directeur du Mobilier national, Hervé Lemoine, manifestement très désireux de complaire à l'ancienne professeur de français du président de la République.

Loin d'être « pour la bonne cause » comme le clame [Le Figaro](#), cette opération est un scandale à plusieurs titres :

- c'est une hérésie financière : on ne se sépare pas du patrimoine historique des Français pour financer des dépenses de fonctionnement ou de petits investissements à durée de vie limitée. À ce compte-là, pourquoi ne pas vendre la Joconde pour acheter des respirateurs ou la Vénus de Milo pour payer des masques FFP2 ?
- l'impact financier d'une pareille opération sera pratiquement nul : les montants récoltés équivaldront de toute façon à une goutte d'eau dans l'océan de fonds publics que requièrent les hôpitaux publics.
- la symbolique de ce genre de décisions est désastreuse : elle ne peut qu'accabler les Français, en leur donnant honte d'eux-mêmes vis-à-vis des générations antérieures, en leur faisant croire abusivement que la France est un pays exsangue financièrement et en totale décadence qui n'a plus comme horizon historique que celui de se liquider lui-même. À [l'étranger](#) où l'affaire a été très rapidement remarquée, la France donne d'elle-même l'image d'un pays en plein reniement.

Des ressources financières bien plus importantes peuvent, en outre, être trouvées ailleurs que dans la vente de notre mobilier Louis-Philippe, et très rapidement. Par exemple :

- la réduction d'un tiers des frais de fonctionnement de l'Élysée dont le niveau exagérément élevé a régulièrement été dénoncé par l'ancien député PS René Dosière, y compris sous [Macron](#).

Si Brigitte Macron voulait réellement faire preuve de solidarité et de bon cœur en cette période de disette financière générale et de grande fragilité de notre système hospitalier, c'est cette décision qu'elle chercherait à faire adopter par son mari.

- la réduction d'un tiers des frais de fonctionnement des cabinets ministériels dont le [coût](#), sous le régime macronien, a explosé ainsi que l'a sévèrement relevé, là encore, René Dosière.

Le renoncement par le pouvoir exécutif à une partie de ses dotations budgétaires de fonctionnement serait d'autant plus normal et favorablement accueilli par la population que les dirigeants européistes actuellement en fonction ont été incapables de gérer la crise du covid-19 et d'en atténuer les effets sur la santé, la vie et l'activité économique des Français.

L'Union populaire républicaine (UPR) souligne que les responsables politiques de [plusieurs pays](#) ont renoncé à tout ou partie de leur salaire en signe de solidarité avec les personnels soignants et les catégories socio-professionnelles les plus touchées par les mesures de confinement visant à lutter contre la propagation du covid-19.

François Asselineau demande donc :

- au directeur du Mobilier national d'annuler la vente d'une centaine de pièces des collections de l'État programmée en septembre 2020 pour le seul plaisir de Brigitte Macron ;
- à l'Élysée et au gouvernement de réduire d'un tiers leur train de vie, car c'est à cause de l'incurie des dirigeants européistes français et de leur incapacité à anticiper et à réagir, que l'actuelle crise sanitaire est en train de provoquer la pire récession économique que nous ayons connue depuis la Seconde Guerre Mondiale.